

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 14/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE**

Z.I Les Blaches  
170, rue de l'Industrie  
26270 Loriol-Sur-Drôme

Références : 20250305-RAP-DAEN0285  
Code AIOT : 0006102595

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2024 dans l'établissement ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE implanté Z.I Les Blaches 170, rue de l'Industrie 26270 Loriol-sur-Drôme. L'inspection a été annoncée le 03/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ETEX FRANCE BUILDING PERFORMANCE
- Z.I Les Blaches 170, rue de l'Industrie 26270 Loriol-sur-Drôme
- Code AIOT : 0006102595
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ETEX de Loriol sur Drôme fabrique et stocke du polystyrène expansé pour le bâtiment (construction et isolation). Ce site est soumis à autorisation au titre des rubriques 2661 (transformation de polymères) et 2662 (stockage de polymères).

Le site est composé de deux usines :

- une usine « basse » où sont effectués l'expansion et le moulage du polystyrène ;
- une usine « haute » où sont réalisés la découpe par fil chaud du polystyrène et son collage avec des plaques de plâtre. Il existe aussi dans cette même usine un stockage du polystyrène expansé produit.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Air
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consommation eau – PSH	Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, article Annexe 1	Sans objet
2	Rejet COV	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 2	Sans objet
3	Incendie – Moyen de secours	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.2.3.1	Sans objet
4	Risque incendie – Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.1	Sans objet
5	Risques accidentel – Plan intervention	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.4	Sans objet
6	Risque accidentel – Exercices	Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le raccordement à l'adduction d'eau du Rhône, prévu pour février 2025, permettra de réduire le prélèvement d'eau de la zone actuelle plus sensible.

Aucun écart significatif n'est constaté.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Consommation eau - PSH

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/04/2022, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH
<b>Prescription contrôlée :</b> Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...) => Pour pouvoir bénéficier de ce 3 <sup>e</sup> critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.
<b>Constats :</b> Pour mémoire, la société ETEX a pris des dispositions techniques permettant de limiter la consommation d'eau avec notamment une boucle de recyclage : <ul style="list-style-type: none"><li>– mise en place d'une nouvelle chaudière en 2014 ;</li><li>– installation d'un osmoseur ;</li><li>– récupération des condensats pour alimenter la TAR puis réinjectés dans le circuit au niveau de la bache d'alimentation de la chaudière.</li></ul>

L'exploitant avait précisé lors de l'inspection précédente de 2023 que des travaux étaient prévus pour le raccordement au réseau d'irrigation avec l'eau du Rhône.  
 Les travaux de raccordement sont réalisés. Quelques opérations mineures doivent être achevées d'ici fin mars mais le raccordement devrait être opérationnel rapidement. Cette solution permettra de privilégier l'usage de l'eau du Rhône en remplacement de l'eau du forage du site en cas de sécheresse dans le secteur de Lorient.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Rejet COV

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, COV

### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de COV de son installation comprenant notamment :

- l'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe,
- le recyclage intégral des chutes de découpe,
- l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières,
- la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion à compter du 30 octobre 2005.

### Constats :

Les billes à 6 % pour le blanc sont moins utilisées.

Les productions sont plus réalisées sur le gris à 5 %.

100 % des chutes sont recyclées.

Les chutes de chantier sont récupérées mais que de leur propre fabrication à cause du HBCD interdit depuis 2013 mais dans les pays extra communauté européenne.

Les taux d'émissions de pentane figurent dans le tableau ci-dessous :

Bilan 2024

	Teneur initiale en Pentane			
	4% (1) (4,22 retenu)	5% (2) (5,25 retenu)	6% (3) (6,5 retenu)	
Ateliers fabrication	Perte de Pentane par atelier (%)			
% de rejet			Produits à une expansion	Produits à deux expansions
Expansion	1,58	1,76	2,5	3,07
Moulage	0,72	0,55	0,34	0,34
Stockage	0,73	0,77	0,4	0,4
TOTAL	3,03	3,08	3,24	3,81
Production exercice année 2024 (en tonnes)	116	2105	542	10
Rejet Pentane année 2024 (en tonnes)	3,51	64,83	17,56	0,38
TOTAL REJETS (en tonnes)	86,29			

Sources: Rapport CITEPA du 09/03/1998 pour matière dite à 6%  
 Analyse BASF de 2004 pour matière dite à 4% et 5%

## Bilan 2023

	Teneur initiale en Pentane			
	4% (1) (4,22 retenu)	5% (2) (5,25 retenu)	6% (3) (6,5 retenu)	
Ateliers fabrication	Perte de Pentane par atelier (%)			
% de rejet	1,58	1,76	Produits à une expansion	Produits à deux expansions
Expansion			2,5	3,07
Moulage			0,34	0,34
Stockage			0,4	0,4
TOTAL	3,03	3,08	3,24	3,81
Production exercice année 2023 (en tonnes)	199,1	2415	577	10
Rejet Pentane année 2023 (en tonnes)	6,03	74,37	18,71	0,38
TOTAL REJETS (en tonnes)	99,49			

(1) Matière dite 4 %: Taux moyen retenu : 4,22 %

(2) Matière dite 5 % : Taux moyen retenu : 5,25 %

(3) Matière dite 6 % : Taux moyen retenu : 6,5 %

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Incendie - Moyen de secours

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.2.3.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Sprinklage

#### Prescription contrôlée :

[...]

Les parties des bâtiments où se trouvent les ateliers d'expansion, démoulage, de découpe, de doublage, de broyage, de conditionnement de perles et déstockage de matière première ainsi que les tunnels de transfert reliant ces ateliers aux bâtiments contenant l'atelier de pressage et le stockage de blocs seront équipés d'un système d'extinction automatique de type "sprinkler".

Une réserve d'eau de 656 m<sup>3</sup> au total permet l'alimentation des R.I.A. et du réseau sprinkler.

[...]

#### Constats :

Toute l'usine est sprinklée sauf la zone « stock bloc » de l'usine haute équipée de RIA.

Les réserves d'eau sont de 655 m<sup>3</sup> + 350 m<sup>3</sup> (RIA, Poteaux).

Le dispositif de défense incendie a fait l'objet des vérifications requises. Les rapports ont été transmis à l'inspection :

Portes coupe-feu : 12/12/2024

<p>Alarme incendie : 11/12/2024 et 13/12/2024</p> <p>Alarme technique : 11/12/2024</p> <p>Système d'extinction automatique : 12/12/2024</p> <p>Extincteurs : 29/11/2024</p> <p>Poteaux incendie : 20/09/2024</p> <p>Il est à noter que l'extinction n'est pas automatique, il faut obligatoirement déclencher le système d'extinction pour lancer le processus.</p> <p><b>L'exploitant confirmera à l'inspection de l'environnement que les procédures de défense incendie sont adaptées en conséquences. La procédure mentionnant le déclenchement sera transmise à l'inspection de l'environnement dans un délai de 15 jours.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Risque incendie - installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Vérifications périodiques : le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Il conviendra en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous les organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification a été réalisée par l'APAVE le 20 novembre 2024</p> <p>Une cinquantaine d'observations mineures apparaissent dans le rapport ce qui est raisonnable compte tenu de la taille du site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Risques accidentel - Plan intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan Intervention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant devra établir un plan d'intervention interne en liaison avec les services publics d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le Plan ETARE, à jour, est présenté à l'inspection de l'environnement.</p> <p>Il date du 23/12/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Risque accidentel - exercices

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/1996, article 1.6.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie sera organisé au moins tous les deux ans, le cas échéant</p>

avec les sapeurs pompiers, de façon à s'assurer notamment du respect du point 1.6.2.3.2 ainsi que de l'efficacité du plan prévu au 1.6.3.4.

**Constats :**

Pour que chaque équipe puisse participer, 3 exercices ont été réalisés en 2024.

La formation manipulation « extincteurs et RIA » concerne tout le personnel.

Les exercices n'ont pas été réalisés avec le SDIS qui n'a pas toujours la disponibilité suffisante pour répondre aux sollicitations des industriels. Compte tenu de la taille du site, l'inspection de l'environnement invite l'exploitant à se rapprocher du SDIS pour leur soumettre la possibilité d'un exercice avec leur concours.

**Type de suites proposées :** Sans suite